



n°133, 15 mai 2009



Dans la rue et dans les urnes...

Européennes...

**Olivier
Besancenot**



**Christine
Poupin**

tête de liste du NPA dans notre région



Parc Expo

Rouen 20h30

Retour assuré...

Mercredi 3 Juin

LA crise financière se transforme en une vague de chômage (+3,6% en Haute-Normandie), encore aggravée par la politique de casse du service public du gouvernement. Elle rencontre la résistance de tous ceux qui refusent de payer la crise du capitalisme. L'Université mobilisée contre Péresse depuis de longs mois, malgré les menaces de Sarkozy et l'approche des examens, les salariés d'Edf-Gdf, sept semaines de mobilisation, avec opérations de coupure du réseau, de mise en heure creuse, les blouses blanches qui défilent contre la loi Bachelot de casse de l'hôpital public, la colère des salariés du privé contre les licenciements, le chômage partiel, à Caterpillar, Molex, Toyota et d'innombrables petites boîtes. Le pouvoir ne s'y trompe pas, qui tape tous azimuts sur ceux qui contestent sa politique : 74 salariés d'Edf sont placés en garde à vue, un journaliste de TFI est licencié pour avoir écrit son refus d'Hadopi à son député. Un enseignant qui avait eu le tort de crier "Sarkozy, je te vois" sur les lieux d'une interpellation policière musclée passe au tribunal...

Le 7 juin votez NPA, votez Christine Poupin...

Tout indique que la colère sociale monte. Les journées d'action appelées par les syndicats, si elles montrent la disponibilité des salariés à la lutte, ont été incapables d'arracher un recul à Sarkozy et de protéger contre la récession. Pas d'autre solution que de faire converger les luttes pour construire une grève générale. C'est le sens de l'appel lancée par Olivier Besancenot devant les salariés de Molex, à manifestation nationale de tous ceux qui luttent. Dans les luttes, mais aussi lors des élections européennes du 7 juin, il faut faire entendre notre colère, dire que partout en Europe "nous n'acceptons pas de payer leur crise", que pour nous défendre, il faut la convergence des luttes isolées pour avancer vers la grève générale, comme en Guadeloupe avec le LKP. Pas pour se compter aujourd'hui, pour mieux négocier demain des postes avec le PS, comme le Front de Gauche veut le faire, mais pour favoriser l'émergence d'une alternative anti-capitaliste européenne, indépendante du social-libéralisme.

**>Venez en débattre mercredi 3 juin
avec Olivier Besancenot et Christine Poupin
au Parc Expo de Rouen**

**>SnCF frèt >Bachelot
>Bonna Sabla**

>page 2

**> La Poste, CDIS
>EDF-GDF**

>page 3

**Dossier
>Européennes**

>page 4-5

**>Hadopi >Nitrates
>Lesbian&Gay pride
>EPR >Fascisme >Rétention
>page 6-7**

Mobilisation contre la casse du fret

**Le fret n'est pas rentable pour la direction de la SNCF.
Réduction d'emplois, développement du tout camion et gaz
à effets de serre, tout est sacrifié à la rentabilité.
Mobilisation des cheminots...**

LE FRET DE
MARCHANDISES
ON VA LAISSER
TOMBER...
PRIORITÉ
AU TRANSPORT
DE GRÉVISTES
VERS L'ANNE!



● **La crise économique** permet à la SNCF une accélération des attaques libérales contre les services publics. En effet, depuis des années, la direction de la SNCF met en place des stratégies visant à affaiblir les moyens de production (radiation de matériel, fermetures de gares et de triages, suppression de milliers d'emplois). En respectant, ainsi, la logique ultra libérale des directives européennes, signées main dans la main par le PS et la droite. Dans la logique de "casse" du service public de transport ferroviaire, l'activité fret est à l'avant-poste des attaques. En effet, l'ouverture à la concurrence a permis de justifier les premières réorganisations pour mettre en place des outils de production, sur le modèle des entreprises privées.

Actuellement, la direction s'appuie sur la crise pour continuer sa stratégie. L'objectif étant d'adapter les équipes et les moyens de production à la baisse des échanges de marchandises, tout en clamant que la situation du fret est "dramatique mais devrait s'améliorer assez rapidement". La SNCF s'ampute donc d'une partie de ses moyens, laissant ainsi le champ libre aux entreprises privées en cas de reprise. Au niveau national, on annonce 1700 suppressions de postes dans l'activité fret, dont plus d'une soixantaine sur le triage de Sotteville et le port de Rouen. Bien entendu, d'autres activités vont en subir les conséquences, puisque la direction de l'infra va adapter la présence d'agents circulation et

d'aiguilleurs, au volume de trains à faire circuler. Et moins de trains, c'est moins de machines et de wagons à entretenir, donc moins de travail pour les ateliers. Faute de moyens investis pour entretenir et réparer les voies, une vingtaine sont déjà fermées sur le triage. Les cheminots du triage, réunis en heures d'info syndicale ont souligné l'urgence sociale, ainsi que l'obligation, de réagir rapidement et collectivement pour obtenir un moratoire sur les projets de la direction. Mais aussi de sortir de l'entreprise pour interpeller les politiques et informer la population, en organisant un barbecue sur une place publique (certainement le midi, Place de la Mairie de Sotteville, **jeudi 28 mai**). Une inter-syndicale décidera des modalités de cette action.

Le NPA soutiendra cette initiative en défendant l'idée qu'à la SNCF comme ailleurs, nous ne payons pas leur crise, et qu'il est grand temps de tout mettre en place, pour créer la convergence des luttes qui permettra d'avancer vers une grève générale. Pour en discuter...

**Réunion publique NPA cheminots
> jeudi 28 mai à 18h à la salle
Ambroize Croizat à Sotteville**

Pour tout contact : cheminots.npa76@gmail.com

TOUT est à nous!
www.npa2009.org

Bonna Sabla...

Profits records et licenciements

● **A Anneville-Ambourville** chez Bonna Sabla 25 ouvriers fabriquent des tuyaux en ciment. L'usine va fermer. Le groupe Consolis, toujours avide d'argent, a décidé sous couvert de la crise de fermer six de ses usines sur un total de quarante. Il y a trois ans, la société achetée 500 millions d'euros a été revendue plus d'un milliard d'euros quelques mois plus tard. En 2007, ce sont plus de 8 millions d'euros que se sont partagés les actionnaires. Si cette usine ferme, ce ne sera pas 25 licenciements, mais beaucoup plus, si l'on compte aussi les emplois indirects liés aux commerces de proximité, aux sociétés de transport, aux carrières de matériaux... Nous devons l'empêcher et exiger l'interdiction des licenciements !

Contre la loi Bachelot

Le discours change, mais l'hôpital entreprise et l'ARS, véritable pilote de la privatisation de l'hôpital restent...

Ecran de fumée pour faire passer la loi Bachelot

● **Au moment du débat au Sénat** sur la loi Bachelot, Nicolas Sarkozy change de discours. Hier il exigeait "un patron un seul, le directeur" et un fonctionnement d'entreprise pour l'hôpital public. Désormais : "Le directeur d'hôpital ne doit pas devenir un despote absolu" et "personne n'a jamais dit que l'hôpital devait devenir une entreprise". La mobilisation des personnels et des médecins hospitaliers est passée par là.

Et nous étions encore nombreux, malgré cet écran de fumée, à monter à Paris le 14 mai, à protéger

symboliquement en blouse "l'hôpital du Belvédère du virus Bachelot", ou à nous rassembler au Chu à l'appel d'Hospititanic, à l'appel de chefs de services. Mais ce recul verbal, tout comme les amendements retenus par les sénateurs n'ont qu'un but : maintenir le cœur du projet de privatisation de l'hôpital qu'est la loi Bachelot. Non seulement les mesures annoncées par le chef de l'Etat ne concernent que les CHU, mais rien ne change concernant les "Agences Régionales de Santé" (ARS), véritables "quartiers généraux" de la privatisation de l'hôpital et de la Sécurité sociale. La logique comptable de

Défense du Service public

Sarkozy repousse la privatisation de La Poste... après les élections européennes. Mais les attaques continuent contre les postiers, autour de "facteur d'avenir". Leur mobilisation repose la question du Tous ensemble en défense du service public. Ici comme ailleurs, il y a urgence!

● **Dès l'été, l'ouverture de capital** de La Poste était annoncée, ainsi que sa prochaine privatisation. Le gouvernement semble avoir décidé de reculer, reportant la privatisation "du fait de la crise". C'est certainement vrai, mais il y a, aussi, la résistance, sur le terrain, parfois pieds à pieds, des postiers. Souvent très isolés, ceux-ci mènent des luttes très constantes, parfois pour ne maintenir que quelques emplois de facteurs, mais avec tout le maintien du service public que cela représente.

Au Centre de Distribution (CDIS) de Rouen, le plus gros de France, il y a 104 tournées, sans compter les remplaçants (roulants), le tri de nuit... La direction veut réorganiser le service pour tomber à 71 tournées, sans compter les autres postes qu'elle veut supprimer. Ceci paverait la voie à un autre projet, crucial pour la privatisation, "facteur d'avenir" qui, par exemple, entraînerait ni plus ni moins, la disparition des roulants et donc la répartition sur les facteurs présents de morceaux de la tournée du facteur absent. En fait, encore derrière tout cela, c'est la fin de la distribution aux individus, l'apparition de boîtes aux lettres collectives, au bout de votre rue, pour permettre de distribuer des dizaines de kilos de courrier en quelques heures.

gestion de l'hôpital reste intacte. De même, aucun recul du gouvernement sur les suppressions d'emplois, dont le NPA exige le rétablissement. Retirer un peu de pouvoir au directeur d'hôpital ne change rien sur le fond, car le véritable patron, c'est le directeur de l'ARS, qui peut révoquer sans appel tout directeur ne respectant pas les plans de restructuration et les objectifs de productivité. Car le véritable directeur, c'est aussi la tarification à l'activité, la T2A, qui met en faillite virtuelle plus de 80% des CHU en France, pousse aux réductions de postes et aux restructurations. Les buts fondamentaux de la loi Bachelot : réduire la place de l'hôpital et le faire fonctionner avant tout sur des critères marchands restent en place.

Après la journée de grève et de manifestations du 14 mai, alors que les critiques fusent de toute part contre la loi Bachelot, ce n'est pas le moment de se

29 JANVIER 19 MARS. 1ER MAI.



C'était sans compter sur la combativité du CDIS de Rouen. La menace d'une grève très dure, avec assemblée générale de plus de 90 postiers, a fait que la direction recule chaque semaine, de 71 on est passé à 84, et des "erreurs de calcul" viennent d'être trouvées, qui devraient signifier le maintien d'autres tournées. AG chaque matin, menace de grève, c'est pour l'instant ce qui fait peur à la direction. Mais les plus combatifs des facteurs ne sont pas dupes : le vrai danger, c'est de se laisser emboîter dans des négociations sans fin qui diminuent la combativité des postiers.

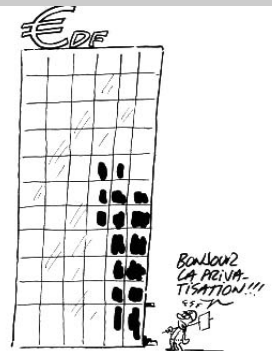
Pour l'instant le rapport de force est du côté des facteurs, mais il ne le sera vraiment qu'avec une grève forte. D'autant que du côté du centre de tri, qui regroupe l'Eure et la Seine Maritime, l'exemple est clair : après avoir manœuvré devant la force de la mobilisation, la direction essaie de revenir sur ce qu'elle avait lâché il y a quelques semaines. Et elle a trouvé l'argent pour installer 140 caméras de vidéo surveillance supplémentaires, certainement indispensables pour trier correctement le courrier. La lutte continue, et une grève commune des postiers de tous services est plus que jamais nécessaire.

SANTÉ PUBLIQUE



satisfaire des reculs verbaux de Sarkozy. Prenons cet aveu de faiblesse pour un encouragement à la mobilisation, à la grève pour imposer, non un toilettage de façade, mais le retrait de la loi Bachelot, de toute la loi Bachelot, ARS compris. Tous ensemble pour la défense du service public hospitalier.

7 semaines de bras de fer pour les salaires et le service public!



● **L'annonce** de 900 000 euros d'augmentation pour le Pdg d'Edf et 3,2 millions pour celui de GDF, au moment où les salariés devaient se contenter d'un misérable 0,3% d'augmentation, à mis le feu aux industries électriques et gazières (surtout terminaux méthaniers, transport du gaz...), pourtant marquées par l'échec des luttes de 2004 contre la privatisation. Les patrons ont dû abandonner leurs stock-options et lâcher une prime exceptionnelle aux salariés. Une victoire, qui a donné du courage contre les projets d'externalisation du cœur du métier (interventions à domicile, branchements, maintenance des réseaux...), pour une augmentation de salaire et la récupération des 15 000 emplois perdus par Edf-Gdf depuis son démantèlement. Une victoire qui montrait aussi la force de l'action résolue, bien loin des sempiternelles journées d'action rituelles des directions syndicales. Et qui signalait l'entrée en lutte d'une nouvelle génération, qui n'hésitait pas à pratiquer coupures ciblées du réseau, passage en tarif heure creuse ou rétablissement des usagers en défaut de paiement.

Mais pour gagner face au plan de la direction qui sacrifie proximité, emploi et aménagement du territoire à sa politique de fusion-acquisition à l'international, la question posée, c'est celle d'une grève reconductible, unissant aussi les secteurs de la production et du transport de l'énergie. L'AG commune production-distribution du Havre ou Sud Penly, dans notre région, proposent d'ailleurs une journée nationale de grève avec montée nationale à Paris. Pour casser la mobilisation qui lui fait peur, la direction n'hésite pas à utiliser l'intimidation. Des centaines de militants combattifs sont convoqués devant les directions, le total des heures de grève est retiré fin mai et 74 salariés sont en garde à vue après une action de mobilisation...

Le 7 juin...

Votez

Christine Poupin

<http://www.npa-europeennes2009.org>

Christine Poupin Rouen



Pascal Brisset Dieppe



Leila Messaoudi Rouen



Gérard Prévost Louviers



Stéphanie Rio Le Havre



Thierry Martin Eure



**Contre Sarkozy
et l'Europe
des banques,
pour l'Europe
des travailleurs
et des droits
sociaux !**

Rouen mercredi 20 mai,
18h, à la Halle aux Toiles
avec Leila Messaoudi

Bolbec mardi 26 mai,
18h30, salle Jean Jaurès,
face à la Mairie avec Pascal
Brisset et Christine Poupin

Dieppe mercredi 27
mai, 18h, salle de la mairie
annexe avec Pascal Brisset
et Leila Messaoudi

Fécamp jeudi 28 mai,
20h30, salle du CCAS,
place du Général Leclerc
avec Stéphanie Rio, Pascal
Brisset et Christine Poupin

Mercredi 3 Juin
Olivier Besancenot
Christine Poupin

20h30 Parc Expo Rouen

Entrée gratuite, retour assuré

● **Partout en Europe** les gouvernements s'attachent à nous faire payer leur crise. Une orientation de rupture avec les politiques libérales est plus que jamais nécessaire. Du Traité de Rome de 1957 jusqu'au minitraité européen de 2007 en passant par le Traité de Maastricht, tous les choix de l'Union Européenne ont favorisé la libre circulation des marchandises, des services et des capitaux. Ils ont été imposés aux peuples par des institutions pour la plupart non élues, la seule soumise au suffrage universel, le Parlement européen, n'ayant quasiment pas de pouvoir de décision. Leur Europe n'est pas la nôtre !

Cette Europe qu'ils nous imposent est au service des multinationales et de la finance. Les populations des Pays-Bas et de la France, en 2005, puis de l'Irlande en 2008, ont rejeté ce projet de société, en votant majoritairement "non". L'Union européenne a une responsabilité majeure dans la dégradation des équilibres environnementaux. Par ses politiques antisociales et sa défense de la "concurrence non faussée", elle ajoute les inégalités sociales aux inégalités environnementales. Le "capitalisme vert" ne modifiera pas le productivisme. Une véritable Europe sociale ne pourra voir le jour que par une

Une campagne internationaliste

Pour l'Europe des travailleurs

Une gauche européenne anti-capitaliste

● **Pour les élections** au Parlement européen, le 7 juin prochain, le NPA mènera une campagne résolument internationaliste, en convergence avec des forces de la gauche anticapitaliste européenne. C'est le sens des meetings que tiendra Olivier Besancenot à Porto, Bruxelles, Madrid, Barcelone ou demain en Pologne. Car construire une gauche anti-capitaliste européenne contre la crise est plus qu'urgent, une gauche pour la coordination des luttes, une gauche qui "défende une Europe au ser-



meeting

mercredi 3 juin 20h30

**parc expo
Rouen**



Avec

Christine POUPIN

tête de liste de la région nord ouest

et Olivier BESANCENOT

contre-offensive des travailleuses et des travailleurs pour annuler toutes les lois et mesures de régression sociale imposées par le patronat et ses gouvernements. Le NPA présente des listes pour défendre un plan de mesures de rupture avec le capitalisme, basé sur le partage des richesses, sous le contrôle de la population.

1) Une Europe de l'emploi

Les travailleurs n'ont aucune responsabilité dans la faillite du système capitaliste. Ils n'ont donc pas à en payer les conséquences : chômage, précarité... L'Europe que nous voulons exige des critères opposés à ceux du marché. A l'inverse de l'Union européenne au service des multinationales et de la finance, elle unifiera par le haut les droits sociaux. Nous revendiquons une diminution du temps de travail, vers les 30 heures pour tous et toutes, sans flexibilité ni annualisation, et avec création de

vice des travailleurs et des peuples, et refuse tout soutien ou participation à des gouvernements avec le social libéralisme", comme le proclame la déclaration commune adoptée par 26 organisations anticapitalistes européennes le 3 avril, à la veille de la manifestation contre le sommet de l'Otan.

Ce manifeste "Ce n'est pas aux peuples et aux travailleurs de payer la crise, mais aux capitalistes !" est signé pour l'Allemagne : internationale sozialistische

ne pas payer leur crise

postes sous contrôle des salariés. Tous les contrats précaires doivent être convertis en emplois statutaires ou en CDI. Nous sommes pour une loi d'interdiction des licenciements, et pour le contrôle des salariés et salariées sur les conditions d'emploi et d'embauche.

2) Une autre répartition des richesses

L'urgence, c'est l'augmentation de tous les salaires, retraites et minima sociaux, de 300 euros net par mois et un plan de rattrapage des salaires des femmes. C'est possible en prenant les dix points du PIB qui sont passés de la poche des travailleurs à celle des capitalistes ces 25 dernières années : en France, plus de 170 milliards d'euros par an. Contre la mise en concurrence des salariés, il faut rendre obligatoire un salaire minimum dans chaque pays européen, qui serait l'équivalent, en termes de pouvoir d'achat, des 1500 euros net que nous revendiquons en France. Il faut que la population contrôle les comptes des entreprises, les mouvements de capitaux, les banques centrales, en particulier la Banque centrale européenne, imposent la fermeture des paradis fiscaux et la taxation des profits.

3) Une Europe des services publics

Se loger, se chauffer, se nourrir, étudier, se soigner, se divertir, se déplacer : autant de droits élémentaires que les services publics doivent garantir à toutes et à tous. Le NPA revendique des embauches et des moyens massifs ; l'arrêt des privatisations de la santé et de l'éducation ; le développement des services de la petite enfance et des personnes âgées, des transports et de la culture ; la création d'un pôle public bancaire ; la nationalisation des énergies.

4) Une Europe écologique

Les grandes firmes capitalistes ont une forte influence sur les décisions européennes, de sorte que l'Europe actuelle est une énorme consommatrice d'énergie, produisant des déchets nucléaires et dégradant le climat. Or, le réchauffement global est, avec le nucléaire, l'une des plus grandes menaces pour l'humanité. Le paquet climat-énergie

de l'UE préconise des objectifs inférieurs aux recommandations des climatologues et vise surtout à délocaliser dans les pays du Sud la réduction des gaz à effet de serre. L'Europe que nous voulons doit organiser une véritable révolution énergétique, une rupture avec les modes actuels de production, de consommation et de transport. Gratuites pour les usagers, ces mesures devront être financées par une taxe sur les profits du secteur énergétique. Cela permettrait de créer plus de 800 000 emplois dans la rénovation et les énergies renouvelables, et des dizaines de milliers d'autres dans les transports en commun. La politique agricole commune au service des agrimanagers et des industriels a provoqué la dérégulation des marchés et la volatilité des cours, concentré les productions, détruit les sols, pollué l'eau, accentué la dépendance aux énergies fossiles, contribué au réchauffement climatique.

5) Pour les droits des femmes

L'avortement est toujours pénalisé en Irlande, en Pologne et à Malte, et très limité en Italie et au Portugal. Nous exigeons le droit à l'avortement et à la contraception libres et gratuits dans toute l'Union. Nous voulons une loi-cadre européenne contre les violences faites aux femmes : prévention, sanction, accueil et accompagnement des victimes, protection des victimes, garantie de leur revenu et de leur droit au séjour, accès au logement. Les inégalités de salaire entre hommes et femmes persistent : de 20 à 35% selon les pays. Nous exigeons l'égalité salariale, avec un rattrapage des salaires des femmes, seul à même de résorber les inégalités.

6) Pour une Europe solidaire !

Nous voulons une Europe ouverte à toutes et à tous, antiraciste, multiculturelle, et nous demandons la suppression de toutes les lois racistes et discriminatoires, une Europe de l'égalité des droits. Cela passe par la régularisation de tous les sans-papiers, l'arrêt des rafles et la fermeture des centres de rétention, la liberté de circuler et la fin du contrôle de l'immigration, le droit de vote pour tous les immigrés à toutes les élections.

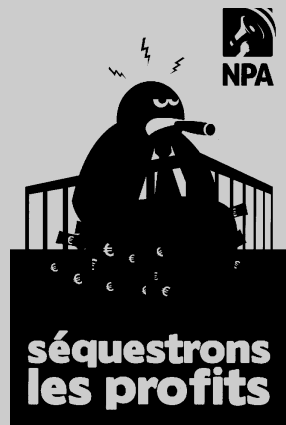


Socialisme, SolidaritéS...

>Retrouvez le manifeste sur <http://www.npa-europeennes2009.org/spip.php?article416>

La liste NPA

nord-ouest



● **Nos candidats** sont à l'image de l'immense majorité de la population qui produit les richesses et qui subit la crise : des ouvriers de l'industrie, du personnel de santé, des enseignants, des agriculteurs, des retraités. Ils sont tous engagés syndicalement. Les 10 départements qui composent la région Nord Ouest pour les Européennes sont représentés dans cette liste :

Christine Poupin 51 ans, technicienne dans l'industrie chimique, conseillère municipale à Sotteville lès Rouen.

Jan Pauwels 31 ans, élève infirmier, Lille.

Pascale Montel 50 ans, ouvrière dans la métallurgie, Lille

Gérard Prévost 54 ans, agent de production, automobile, Louviers.

Christine Coulon 50 ans, institutrice, conseillère municipale, Alençon.

Stephane Royer 37 ans, agriculteur, Bayeux.

Françoise Maréchal 53 ans, assistante de direction, secteur automobile, Amiens.

Pascal Brisset 47 ans, travailleur du secteur énergie, Dieppe.

Marie-Claude Laffiac 53 ans, adjointe des cadres hospitaliers, Laon.

Bernard Piwon technicien industrie du verre, St Omer.

Nathalie Menard 37 ans, assistante socio-éducative, Cherbourg.

Frank Jablonka 46 ans, enseignant et chercheur, Beauvais.

Leila Messaoudi 33 ans, enseignante en collège, Rouen.

Philippe Aubry 49 ans, ouvrier automobile, Vire.

Séverine Duval 37 ans, enseignante, Libercourt.

Thierry Martin 50 ans, agriculteur, St Aubin du Thenney.

Stéphanie Rio 28 ans, professeure des écoles, Le Havre.

Laurent Van Elslande 43 ans, professeur en lycée général, Abbeville.

Sarah Sardou 25 ans, étudiante, Lille.

Guy Wanderpepen 74 ans, agriculteur retraité, Sambre.

linke (Gauche socialiste internationale), Revolutionär Sozialistischer Bund (Ligue révolutionnaire socialiste), Belgique : Ligue communiste révolutionnaire, Parti socialiste de lutte, Écosse : Scottish Socialist Party (Parti socialiste écossais), État Espagnol : Izquierda Anticapitalista (Gauche anticapitaliste), France : Nouveau Parti Anticapitaliste, Grande Bretagne : Socialist Workers Party (Parti socialiste des travailleurs) et Socialist Party (Parti Socialiste), Grèce : EnAntiA (ARAN, ARAS, OKDE-Spartakos, SEK,) et les organisations DEA, KEDA, KOE, Kokkino, Roza, Xekinima de Syriza (Coalition de la gauche radicale), Italie : Sinistra critica (Gauche critique), Pologne : Polska Partia Pracy (Parti polonais du travail), Portugal Bloco de Esquerda (Bloc de gauche), Suède : Socialistiska Partiet (Parti socialiste), Suisse : Gauche Anticapitaliste, Mouvement pour le

Téléchargement...

Hadopi

La vérité est ailleurs

Entretien avec **Valério Vidal**

Technicien du son, sociétaire SACEM, artiste/compositeur/producteur



Agriculture...

Trop de nitrates...

● **La confédération paysanne** dénonce dans une conférence à Rouen une agriculture peu soucieuse de la qualité des eaux, une réglementation qui laisse faire, et l'obligation aux consommateurs de payer la dépollution. La teneur moyenne en nitrates augmente avec constance dans l'eau. C'est la conséquence d'une surfertilisation azotée qui perdure. Le tiers de l'engrais azoté est apporté inutilement, puisque non valorisé par le système de culture, et finit par être lessivé par les pluies hivernales, une fois que la réserve utile du sol est rechargée.

Un autre effet néfaste de la surfertilisation azotée est l'augmentation des gaz à effet de serre par l'intermédiaire des émissions de protoxyde d'azote. Un nouveau programme d'action "nitrates" doit prochainement être adopté à l'issue d'une enquête publique. Ce nouveau programme, le quatrième du nom, est la copie conforme des précédents vis-à-vis de la limitation des excédents : il n'y a donc aucune raison qu'il soit davantage couronné de succès.

● **Pour le consommateur** de musique et de films, bien des choses restent dans l'ombre des paillettes et des strass. Derrière cette belle façade, les "stars" sont de vraies entreprises : comme le produit de grande consommation, un moyen de faire de l'argent. Pour la musique française, une quarantaine de poids lourds qui monopolisent, avec l'aide des sociétés les ayants signé, les ressources du secteur, laissant des miettes aux autres, luttant pour que leur part du "gâteau" ne soit jamais partagée. Depuis le début des "discussions" sur Hadopi, le message se focalise sur le piratage, le manque à gagner des artistes, faisant subtilement disparaître sous plusieurs couches de vernis Sarkozyen la réalité des multiples difficultés du secteur de la culture. Hop, un petit coup de kascher sur ces vilains pirates et le problème est réglé?

Dans un secteur en pleine mutation, la réalité est bien différente. L'adresse IP qui servira de preuve est facilement piratable, de nombreuses solutions de contournement sont déjà en place. Que ce passera-t-il pour les milliers de foyers coupés d'internet. Que vont devenir le logiciel libre, les artistes indépendants, toutes les solutions alternatives, non prises en compte par cette loi ? Comment garantir nos libertés et nos choix face à un système de filtrage et de tatouage du contenu culturel, tendant à présenter une culture "officielle", labélisée? Quant

aux artistes pro-Hadopi, croire leur engagement, c'est oublier qu'ils sont liés par contrat à leur maison de disque, et donc intéressés à la production et donc aux méthodes capitalistes.

Alors oui, il faut agir pour la culture et le respect du droit d'auteur, mais pas de cette manière. Pour une fois, nous avons la possibilité de changer les choses, de les rendre plus équitables, mais ce n'est pas au goût de tous. Au fond, que cache cette loi imbécile? Un test grandeur nature de technologie de surveillance du web, l'aide aux poids lourds du secteur et potes du "Fouquet's" pour faire la transition en douceur! Il est temps de se poser les vraies questions : en finir avec la régression imposée du statut d'intermittence. En finir avec les cachets de 10 heures, où l'on bosse finalement 18 heures, au mépris du droit du travail et de la sécurité. Réfléchir avec l'ensemble des acteurs du monde artistique, y compris le consommateur, à une vraie solution d'avenir ou à des solutions permettant de garantir la rémunération EQUITABLE des artistes. Redéployer les aides à la production pour qu'elles servent enfin ceux qui en ont réellement besoin. En finir avec la monopolisation totale des poids lourds sur les médias grand public. Favoriser l'accès à la culture "extérieure", non officielle et stopper le "lissage" de l'art que nous subissons actuellement...

Samedi 20 Juin...

● **1969-2009 : Fier-e-s de nos luttes, à quand l'égalité réelle ?** La marche des fiertés est une manifestation commémorative tout comme le 1er mai ou le 8 mars. Elle célèbre cette année les 40 ans de la première émeute contre la répression homophobe, le 28 Juin 1969 à New York au Stonewall Inn, un bar gay. C'est le début de la visibilité des homos, qui affirment leur droit à exister, et le départ d'un mouvement de libération. Si ces luttes ont apporté quelques avancées : dépénalisation, dépathologisation, on est loin, même après 40 ans, d'une réelle égalité entre homos et hétéros. Des droits refusés (mariage, adoption, filiation...), des sous-droits (PACS), mais surtout un système qui opprime et stigmatise : sexualité taboue ou niée, dans le meilleur des cas infériorisée, interdiction de donner son sang pour les gays, mutilation des enfants au sexe indéterminé à la naissance pour les faire entrer dans les normes, refus du changement d'état civil pour les trans, à moins d'une chirurgie génitale, et donc stérilisation ! Trans qui par

Lesbian & Gay Pride

ailleurs sont toujours considéré-e-s comme des malades ! Ce système légitime ainsi les violences quotidiennes à l'encontre des LGBTI (Lesbienne, Gay, Bi, Trans, Intersexe) : meurtres, agressions, insultes, discriminations...

Après les difficultés rencontrées les deux années précédentes sur Rouen, soulignons l'importance de participer nombreux-ses à cette manifestation organisée par l'association Homogène, nouvellement installée sur la ville, et soutenue par différentes associations, syndicats et organisations politiques. Nous défilons contre l'ordre moral et les idéologies réactionnaires. Nous revendiquons les mêmes droits pour tou-te-s, premier pas vers une égalité réelle. Mais l'inscrire dans le droit bourgeois sera toujours insuffisant, c'est ce que les femmes constatent aujourd'hui. Tou-te-s ensemble nous défilons pour une révolution sexuelle!

>Rendez-vous 14h, Eglise Saint-Sever
pour un parcours arrivée place de la Cathédrale.



Dieppe, 28 juin...

Contre l'EPR

Pour un service public de l'énergie sans nucléaire



● **Sans l'avis** et au mépris de la population, le gouvernement, avec l'aval de l'UMP, du PS et du PC, a décidé de maintenir la construction de l'EPR à Dieppe. La France est déjà le pays le plus nucléarisé du monde et de plus en surproduction d'électricité avec 58 réacteurs ! L'équivalent de 9 centrales Penly 3 exportent, à perte, entraînant un déficit de 2 à 6 milliards d'euros, en perdent 3 dans le réseau et en consomment seulement 4. L'indépendance énergétique n'est pas assurée, puisque les mines d'uranium sont épuisées en France et que seuls le Niger, le Canada et l'Australie en possèdent, et ceci au mieux pour 60 ans.

Pour un coût minimum de 4 milliards d'euros, qui sera certainement dépassé, comme à Flamanville qui n'est toujours pas fini, il n'y aura que 300 emplois pérennes. Le chantier ne créera que des

emplois précaires, en faisant appel à la sous-traitance. Pour le même prix, les énergies alternatives et de proximité, ainsi qu'une politique d'isolation créeraient 25 000 emplois. En outre, en 10 ans, les mesures d'économie d'énergie économiseraient l'équivalent de 22 centrales Penly 3. Mais non, la France, avec AREVA, a décidé de vendre le nucléaire dans le monde entier, avec son risque de prolifération militaire. Pour leurs profits, ils sont prêts à tuer père et mère, et aussi nos enfants. Car avec la multiplication des centrales, les risques de catastrophes augmentent et avec la multiplication des déchets nucléaires, on augmente la radioactivité à l'échelle planétaire.

**>Manifestation unitaire le 28 juin
à Dieppe contre l'EPR avec le collectif
Non à l'EPR, ni ici, ni ailleurs.
><http://www.sortirdunucleaire.org>**

Anti-fascisme...

La vigilance toujours...

Deux listes Front National et Parti de France aux Européennes dans notre région, concert-meeting de Dieudonné le mois dernier, auto-collants "vague normande" sur les murs de Rouen. Localement aussi la scène d'extrême-droite se restructure. Etat des lieux pour mieux les combattre...

● **Paradoxalement** c'est à partir du plus grand succès électoral connu par le FN, le 21 avril 2002, que commença sa lente agonie. Au congrès de 2003, au grand dam des dirigeants historiques, Le Pen met sa fille Marine sur orbite pour sa succession. Sans rien céder sur les fondamentaux idéologiques, l'objectif est de féminiser l'électorat, afin d'imposer les idées d'une nouvelle génération. Début 2007, le FN semble bien ancré dans le paysage : audience nationale, propagande axée sur les thématiques "immigration-invasion" et insécurité.

Le score du 1er tour (11%) stoppe l'élan escompté. Le FN n'a pas vu, ni compris, que Sarkozy s'était emparé de sa propagande avec des accents maurassiens : travail, identité nationale, immigration, insécurité... Aux législatives suivantes avec 4,5%, il perd une partie du financement public, doit vendre son local national. Aux municipales de 2008, le FN n'obtient que 0,93%, même si dans certaines communes, certains scores ne sont pas négligeables. Présent dans la moitié des cantons renouvelables, il fait 5,01% (8,1% dans les cantons où il était en lice). De nombreux cadres suivent alors Carl Lang qui crée "Le Parti de la France". Lang et Marine Le Pen se présentent aujourd'hui en opposition dans la circonscription Nord-Ouest aux européennes. Cet affaiblissement provoque une dispersion militante,

mais aussi des regroupements. Deux pôles se dessinent :

- "Egalité et Réconciliation" autour d'Alain Soral, de Dieudonné et d'islamistes militants. Ce regroupement repose sur l'acceptation de l'immigration sur le sol national et vise à refonder, avec des jeunes "arabo-musulmans", un pacte national contre le "mondialisme". L'antisémitisme apparaît comme son ciment essentiel.

- "Synthèse nationale" avec les Identitaires, Carl Lang et diverses composantes nommées Nouvelle Droite Populaire. Ils veulent inverser les flux migratoires et se déclarent adversaires du "national-cosmopolitisme" de Soral. Cette "cacophonie" de l'extrême droite française se situe dans un contexte européen où les droites xénophobes, les fascistes progressent, tandis que le racisme et l'antisémitisme se développent. Quelque soient leurs divergences, ce sont nos ennemis, nous devons les combattre sans relâche.

**>Samedi 30 mai 15h à la
Librairie l'insoumise, 128 rue
St Hilaire, à Rouen. débat sur
le fascisme aujourd'hui
animé par Ras l'front**



Centres de rétention

Besson fait un bras d'honneur à la justice

● **Depuis 1984** la Cimade est la seule association habilitée à intervenir dans les centres de rétention pour étrangers, comme celui de Oissel. La Cimade, créée en 1939, a participé à la Résistance en cachant des personnes poursuivies par les nazis et Vichy. Mais la Cimade "parle trop", notamment sur la rétention des enfants. Les centres de rétention et les zones d'attente sont les seuls lieux, en France, dans lesquels des enfants de moins de 13 ans peuvent être privés de liberté. On invente donc un "marché", le marché de l'assistance aux étrangers et on crée des associations bidons : Respect, fondée en 2002 par un ex militant UMP, et l'ASSFAM (Association service social familial migrants), qui a touché du ministère de Eric Besson une subvention exceptionnelle de 450 000 euros.

La Cimade a fait appel de cette décision, appel suspensif jusqu'au 7 mai. Le juge convoque les associations le 6. Mais Respect se plaint d'avoir été prévenue trop tard et obtient le report pour le 12. Le dimanche 6 à 22 h paraît la décision de M. Besson annulant le monopole de la Cimade. Bien joué ! Parmi les plaignants demandant l'annulation du monopole, on trouve ... Michel Thénault, ex-préfet de Seine-Maritime, qui jugeait les commentaires de la Cimade trop critiques sur la situation dans le CRA de Oissel et souhaitait qu'elle ne soit plus habilitée à intervenir au sein des CRA, et ce au profit d'autres associations plus aptes à assister les rétentionnaires conformément aux missions dévolues par la réglementation, sans rechercher en permanence à entraver le bon déroulement des procédures."

Exposition...

Où vont tous ces enfants dont pas un seul ne rit

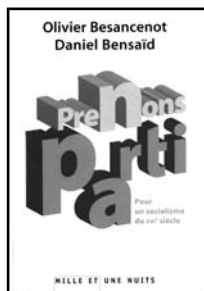
● **C'est le premier vers** d'un poème de Victor Hugo, et le titre d'une exposition à voir au musée industriel de la Corderie Vallois sur le travail des enfants en Seine-Inférieure au XIXème siècle dans les manufactures textiles de la vallée du Cailly ou d'Elbeuf, dans les verreries de la Bresle. Horaires de 12 à 15 h, 6 jours sur 7 pour des gamins de sept ou huit ans, salaires de misère, maladies...

Partout en Europe, ne pas payer leur crise...

Le 3 juin, Meeting

Parc expo Rouen, 20h30

Olivier Besancenot
Christine Poupin



Prenons Parti

Olivier Besancenot Daniel Bensaid

16 euros



Contretemps

nouvelle revue
de critique communiste

visitez le site
www.contretemps.eu

12 euros

Café Croissant



**Tous les samedis
de 10h30 à 12h30**

**Au local du NPA, 40 rue des
Murs St Yon 76 100 Rouen**

**Vous voulez recontrer le NPA,
discuter un peu de manière sympa,
connaître nos propositions...
Venez prendre un café croissant
jusqu'au 27 juin**

Agenda...

Tous les Samedi... Café-croissant local NPA 10h30-12h30
Jeudi 28 mai, Mobilisation frêt 12h30 **pique-nique syndi-
cal** Mairie de Sotteville **Réunion NPA** 18h Salle Ambroise Croizat
Mercredi 20 mai Rouen NPA/Européennes, 18h Halle aux
Toiles, Rouen avec Leila Messaoudi.
Mardi 26 mai Bolbec NPA/Européennes, 18h30, salle Jean
Jaurès, Bolbec.
Mercredi 27 mai Dieppe NPA/Européennes, 18h Salle de la
Mairie annexe, avec Pascal Brisset.

Jeudi 28 mai Fécamp NPA/Européennes, salle du CCAS, place
du général Leclerc, Fécamp.

Samedi 30 mai anti-fasciste 15h Librairie l'insoumise
Mercredi 3 juin, Olivier Besancenot, Christine Poupin
Parc Expo, Rouen, 20h30.

Samedi 20 juin Lesbian&Gay Pride, 14h Eglise St Sever Rouen.
Samedi 28 juin Manif anti EPR Dieppe
Dimanche 23 août au mercredi 26 août, Université d'été,
Port Leucate (accueil sam 22 août, départ jeudi 27).

Université d'été

La première Université d'été du NPA...

● **Dimanche 23/mercredi 26 août** Plus de 100
ateliers, des films, des expos... Mais aussi la mer au pied
des Pyrénées, c'est à Port Leucate, près de Perpignan,
dans le village "Les Carrats", qui donne directement sur
la plage.

Après les Européennes, avant une rentrée sociale que
nous espérons chaude, le temps de prendre du recul, de
débatte de cent choses, de recontrer des invités des
quatre coins du monde, de se retrouver à plus de 1000,
de faire connaissance...

> **Plaquette disponible auprès des militant(e)s et sur**
[http://www.npa2009.org/content/
premiere-universite-dete-du-npa](http://www.npa2009.org/content/premiere-universite-dete-du-npa)

Tout est à nous!

Abonnez-vous au journal du NPA...

● **Le NPA se dote d'un nouveau journal** *Tout est à
nous!* 12 pages, 1,20euro. Les anciens abonnés à Rouge
n'oublient pas de basculer leur abonnement. Pour s'abon-
ner : 56 euros par an au tarif plein. La revue mensuelle, du
même nom, sur 32 pages, reviendra à 44 euros par an pour
les abonné-e-s. Pour la fin mai, l'objectif est de 4000-4500
abonnements au journal, 1500 ventes militantes de la main
à la main, et 1500 abonnements à la revue. Des tarifs réduits
sont prévus.

> **pour s'abonner** <http://www.npa2009.org/node/4280>

